

Règlement 45-106 : derniers développements

Notre trousse 45-106 !

CRAC vous aide à modifier les statuts de vos clients afin qu'ils conservent leur statut d'émetteur fermé en vous offrant **gratuitement** sa trousse 45-106. Celle-ci inclut les formulaires de modifications pré-complétés et les modèles d'annexes ([cliquer ici pour obtenir la trousse](#)).

Erratum

Dans notre dernière édition, nous avons écrit que « La date du 12 octobre 2007 est une date butoir uniquement pour les entreprises qui ont déjà émis des titres depuis le 14 septembre 2005. » Nous aurions dû ajouter que la date butoir s'applique également aux entreprises qui ont émis des titres, autres que des actions, et toujours en circulation en date du 14 septembre 2005.

La dispense discrétionnaire

Le 13 juillet 2007, l'Autorité des marchés financiers (ci-après « AMF ») a émis un nouvel avis dans lequel elle offre une « porte de sortie » aux « sociétés fermées » se trouvant dans l'impossibilité de confirmer que leurs titres ont été placés uniquement auprès des personnes énumérées à l'article 2.4 du Règlement 45-106.

Sous certaines conditions, l'AMF peut, en vertu de l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (ci-après « LVM »), dispenser une personne ou un groupe de personnes de tout ou partie des obligations prévues par les titres deuxième à sixième de la LVM. Conséquemment, l'AMF rappelle qu'elle peut octroyer à une société qui se trouve dans la situation exposée au paragraphe précédent et ce, au cas par cas, une dispense discrétionnaire de l'obligation d'établir un prospectus et de l'obligation d'inscription. Cette dispense ne serait octroyée que si l'on démontre une circonstance exceptionnelle comme l'impossibilité pour une société de retracer « l'identité d'anciens investisseurs en raison du temps écoulé ou qui ne pourrait déterminer s'ils font partie de la liste des personnes énumérées » à l'article 2.4 du Règlement 45-106. Cette dispense discrétionnaire pourrait aussi être octroyée à une société qui aurait utilisé une autre dispense que celle de l'article 2.4 du Règlement 45-106 depuis le 14 septembre 2005 parce qu'elle ne croyait pas rencontrer la condition sous étude.

La dispense discrétionnaire est très restrictive dans sa portée car elle serait valide seulement pour des titres émis au Québec auprès d'investisseurs québécois, ce qui veut dire que la dispense n'accorde

EN PRIMEUR

[Règlement 45-106 : derniers développements](#)

[Les arpenteurs-géomètres pourront bientôt s'incorporer](#)

[Incorporation des médecins : quelques nouvelles](#)

[Classique Juri Golf 2007](#)

[Assemblée générale de CAP](#)

RÉFLEXION...

« Le meilleur aboutissement de l'éducation est la tolérance. »

Helen Keller

Soyez parmi ceux qui savent tirer plus de jus à leur profit !

Venez découvrir ou redécouvrir Incoweb. Nous vous présenterons de nouveaux outils de travail qui vous permettront de sauver temps et argent. Inscrivez-vous à l'une de nos conférences de la rentrée :

- Mardi le 25 septembre 2007
- Mardi le 2 octobre 2007
- Mardi le 23 octobre 2007

Autres dates et heures possibles sur demande

De 8h30 à 9h30 au 1080 Beaver Hall, bureau 1717

pas le statut d'émetteur fermé dans les autres territoires canadiens. De plus, la société doit déboursier des droits de 500,00 \$ au moment de la production de la demande de dispense discrétionnaire.

D'autres cas sont soulevés dans l'avis de l'AMF et nous vous invitons à lire leur communiqué :

http://www.lautorite.qc.ca/userfiles/File/reglementation/valeurs-mobilieres/autres-reglements-texte-vigueur/45-106_dispense_discretionnaire.pdf

Agir ou ne pas agir avant le 12 octobre 2007 : telle est la question !

Le tableau ci-dessous résume notre interprétation du Règlement 45-106 en ce qui concerne la nécessité ou non de modifier les statuts de l'entité ou les conventions entre les porteurs pour introduire une clause relative aux restrictions à la libre cession des titres afin de passer de « société fermée » à « émetteur fermé ». Ceci vaut évidemment si la société en question respecte les autres conditions du Règlement 45-106 ! Nous espérons que celui-ci vous sera utile :

Tableau interprétatif

	Dans le cas où il n'y a aucune émission entre le 14 septembre 2005 et le 12 octobre 2007, mais que l'entité avait des :	Émission entre le 14 septembre 2005 et le 11 octobre 2007 ⁽¹⁾	Émission après le 12 octobre 2007 ⁽¹⁾
CAS NO 1 : l'entité n'a que des actions en circulation en date du 13 septembre 2005	Actions uniquement : modification des statuts non requise.	Actions uniquement : modification des statuts non requise.	Actions uniquement : modification des statuts non requise.
		Titres⁽²⁾ : modification des statuts ou de la convention entre les porteurs.	Titres⁽²⁾ : modification des statuts ou de la convention entre les porteurs au préalable.
CAS NO 2 : l'entité a des titres ⁽²⁾ en circulation en date du 13 septembre 2005 Note : on présume ici qu'il n'y a pas déjà de clauses sur la restriction	Titres⁽²⁾ : modification des statuts ou de la convention entre les porteurs au plus tard le 12 octobre 2007, si l'entité a l'intention d'émettre des actions ou des	Actions ou Titres⁽²⁾ : modification des statuts ou de la convention entre les porteurs. Note : même si l'entité n'émet que des actions pendant cette période, parce qu'elle avait déjà placé des titres ⁽²⁾ qui sont en circulation en	Actions ou Titres⁽²⁾ : modification des statuts ou de la convention entre les porteurs au préalable.

Réservation par téléphone (514) 861-2722 / 1-800-361-5744 ou en ligne sur www.plusdejus.com

Nouveaux gabarits de certificats d'actions

Faciles à utiliser ! Plus besoin d'une dactylo ! Et en plus, c'est gratuit !

Nous sommes heureux de pouvoir offrir à notre clientèle de nouveaux gabarits de certificats d'actions en format MSWord 2000 pour impression. Nous en avons en versions française et anglaise, autant pour les incorporations au fédéral qu'au provincial (Québec) et ce, recto et verso !

N'hésitez pas à les essayer ! Communiquez avec nos parajuristes en droit corporatif, ils se feront un plaisir de vous les transmettre par courriel ou envoyez-nous un message en utilisant l'adresse courriel suivante : rapidos@crac.com

Venez nous rencontrer

Le CRAC vous donne rendez-vous à deux événements importants de l'automne :

Le congrès 2007 de l'Association des avocats et des avocates de province : du 27 au 30 septembre 2007 au Château Bromont

La conférence nationale annuelle de l'Association du Barreau canadien : lundi le 15 octobre au Delta Centre-Ville de Montréal

Venez nous rencontrer à notre kiosque. Nous attendons avec impatience vos questions et commentaires.

Au plaisir de vous voir !

du transfert de titres dans une convention entre les porteurs.	titres dans le futur.	date du 14 septembre 2005, elle doit procéder aux modifications.	
--	-----------------------	--	--

(1) Ceci s'applique à une entité qui existait avant le 14 septembre 2005. Nous vous rappelons que les documents constitutifs proposés par CRAC à partir du 14 septembre 2005 comportent une restriction à la libre cession des titres.

(2) Pour les fins de ce tableau, l'expression « titres » exclut les « actions » et les « titres de créance non convertibles ». À titre d'exemple, mentionnons les options d'achat d'actions, bons de souscription, débetures convertibles en actions, billets promissaires, etc.

Pour consulter les divers Info-CRAC parus sur le sujet, voici les différents liens :

[Juin / juillet 2007 - Bulletin spécial : nouvel avis sur le Règlement 45-106](#)

[Avril / mai 2007 - Règlement 45-106 - Il ne reste que 7 mois...](#)

[Octobre / novembre 2005 - Nouveau au Québec : introduction de la notion d'«émetteur fermé»](#)



[Retour](#)

Les arpenteurs-géomètres pourront bientôt s'incorporer

Effectivement, à compter du 6 septembre prochain, le *Règlement sur l'exercice de la profession d'arpenteur-géomètre en société* entrera en vigueur. Ce nouveau règlement autorisera les membres de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec à pratiquer leurs activités professionnelles au sein d'une société par actions ou d'une société en nom collectif à responsabilité limitée (S.E.N.C.R.L.) selon les conditions qui y sont énoncées.

Vous pouvez consulter ce nouveau règlement sur le site web de l'Office des professions du Québec en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.opq.gouv.qc.ca/fileadmin/docs/PDF/Lois-reg-recents/GOQ-22aout07-Arp-geo-Exercice-en-societe.pdf>

Des annexes adaptées pour la constitution des arpenteurs-géomètres en société par actions sont disponibles au CRAC. Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Me Annie Fredette au 514-861-2799, poste 355 ou par courriel à afredette@crac.com



[Retour](#)

Incorporation des médecins : quelques nouvelles

Dans notre numéro Info-CRAC d'avril / mai 2007, nous faisons mention de la possibilité pour les médecins de s'incorporer dans une entité par actions. Voici quelques développements tirés de notre expérience à ce sujet. L'incorporation en vertu de la *Loi sur les compagnies*, loi québécoise, ne pose pas de problème. Cependant, lorsque des médecins ont émis le désir de s'incorporer en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ils ont essuyé des refus en raison de la similitude entre leurs dénominations sociales et les marques officielles de l'Association médicale canadienne (ci-après "A.M.C.").

En effet, le Directeur de Corporations Canada a l'obligation de vérifier si une dénomination sociale au fédéral entre ou non en conflit avec une marque déposée au Registre des marques de commerce. En droit des marques, il existe ce qu'on a surnommé les « super marques », soit les marques officielles. Puisque le domaine d'activités n'a aucune importance, le Directeur de Corporations Canada peut juger qu'il y a similitude avec une marque officielle et ainsi rejeter la dénomination sociale proposée. Il est habituellement possible de contourner l'objection en présentant une argumentation qui démontre que la confusion n'existe pas. Toutefois, dans le cas de l'incorporation d'un médecin, le Directeur de Corporations Canada exige d'obtenir le consentement de l'A.M.C. pour l'usage de l'une de leurs marques officielles.

Parmi les marques officielles publiées au nom de l'A.M.C., les plus susceptibles de se retrouver dans une dénomination sociale sont les suivantes :

DR.
DR
DOCTEUR
DOCTOR
MD
PHYSICIAN
L'INSTITUT MD
GESTION MD

On peut maintenant compter sur une collaboration rapide de la part de l'A.M.C. pour obtenir ce consentement. Voici la démarche à suivre :

- il faut écrire à l'A.M.C. une brève lettre dans laquelle on indique la dénomination sociale désirée ainsi qu'une courte description précise des activités de la société;
- on peut soumettre cette lettre à l'A.M.C. par télécopieur ou par courriel. Règle générale, les dernières demandes ont été traitées dans les 24 à 48 heures. Cependant, cela prend quelques jours de plus si votre dénomination sociale comporte l'expression MD ou M.D. Vous devez signer une lettre dans laquelle la compagnie s'engage notamment à ne pas contester la marque officielle MD ni à utiliser l'expression pour offrir ou vendre des services financiers;
- vous pouvez joindre l'A.M.C. par télécopieur : (613) 526-7571 ou par courriel : bonnie.holmyard@cma.ca;
- un consentement écrit et signé par l'A.M.C. vous sera envoyé par télécopieur ou par courriel;

- le cas échéant, une lettre de renonciation vous sera également envoyée par télécopieur ou par courriel;
- ce consentement devra ensuite être déposé avec vos statuts corporatifs lors de votre demande auprès de Corporations Canada.

Vous pouvez aussi communiquer par écrit avec l'A.M.C., à l'adresse suivante :

Association Médicale Canadienne
1867, promenade Alta Vista Dr.
Ottawa, Ontario
K1G 3Y6

Enfin, si vous devez constituer une charte provinciale, partie 1A ou déposer une déclaration d'immatriculation auprès du Registraire des entreprises du Québec, il est bon de se rappeler que le titre MD (sans les points) dans la dénomination sociale entraînera un refus du nom, puisqu'il s'agit du titre professionnel du médecin dans la langue anglaise. Le titre acceptable dans la langue française est M.D. (avec les points).



[Retour](#)

Classique Juri Golf 2007

Le 19 juin dernier, la Classique Juri Golf s'est tenue encore cette année au magnifique Club de golf Saint-Raphaël de l'Île Bizard. Les participants à ce tournoi, organisé par la Fondation Jean Marc Paquette, ont permis à celle-ci d'amasser un montant net de 157 000 \$ qui servira à appuyer la lutte contre le cancer.

Fidèles à cette cause, le CRAC et ses partenaires étaient fiers de commanditer cet événement où le plaisir du golf se combine fort agréablement à une noble cause.

Vous désirez participer ? Ne manquez pas l'édition du 20^e anniversaire qui aura lieu le mardi 17 juin 2008.



Apparaissant sur la photo, dans la deuxième rangée, quelques membres du CRAC : (à l'extrême gauche) Denis Livernoche suivi d'Annie Fredette, Thérèse Fredette et Ronaldo Belliveau (à l'extrême droite) accompagnés de leurs invités.



[Retour](#)

Assemblée générale de CAP

Le 15 juin dernier se tenait l'assemblée générale de CAP (Association canadienne des parajuristes) à l'hôtel Hilton Bonaventure.

Le CRAC était heureux de rencontrer de nombreux participants à son kiosque d'information.

Parmi les nombreuses conférences de la journée, Me Johanne Muzzo, avocate et agent de marques de commerce chez CRAC, en donnait une portant sur les inscriptions des droits affectant les marques de commerce. Selon nos sources, il semblerait que celle-ci fut très appréciée par les participants.

Toutes nos félicitations à Catia Veglia du cabinet Davies Ward Phillips & Vineberg qui a remporté l'un des très beaux prix de présence tirés au cours de la journée : un panier de produits Clarins, gracieuseté de CRAC.



[Retour](#)

C.R.A.C. Centre de Recherches et d'Analyses sur les Corporations

1080, Côte du Beaver Hall,
bureau 1717
Montréal (Québec) Canada
H2Z 1S8
Tél : (514) 861-2722
Sans frais : 1-800-361-5744
Télécopieur : (514) 861-2751
Courriel : crac@crac.com

Attention: l'information véhiculée par l'INFO-CRAC® est de nature générale et ne doit en aucune façon être interprétée comme constituant une opinion juridique. INFO-CRAC® est une publication bimestrielle exclusivement pour le bénéfice de nos clients. Tout commentaire doit être adressé par écrit à l'adresse suivante :
crac@crac.com